

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DES STATUTS DE LA

CAISSE D'ALLOCATIONS

FAMILIALES DES

FALAISES (CAFF)

2016

Article 1 - **BUT**

Le présent règlement a pour de fixer l'application des Statuts de la Caisse d'allocations familiales des Falaises (ci-après « la Caisse »).

Article 2 - **CALCUL DES CONTRIBUTIONS**

Pour chaque période de décompte, le membre établit une déclaration sur une formule agréée par la Caisse.

Aucune déduction sur le salaire n'est admise.

Toutes les sommes réputées salaire déterminant au sens de la législation AVS versées au salarié entrent en ligne de compte. Sont ainsi compris dans cette notion, notamment :

- ➔ le salaire à l'heure ou au mois ;
- ➔ les allocations de renchérissement ;
- ➔ les primes de toute nature ;
- ➔ les 13^{ème} salaire et gratifications ;
- ➔ les heures supplémentaires ;
- ➔ les indemnités versées au salarié et considérées comme salaire déterminant au sens de l'AVS.

Ne sont pas incluses dans la notion de salaire soumis à la contribution :

- ➔ les indemnités de subsistance, de transport et de logement en dehors du domicile du travailleur.

Les listes nominatives doivent obligatoirement, être envoyées à la Caisse dans les cinq jours qui suivent la fin de chaque mois.

Article 3 - **PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS**

Les contributions sont obligatoirement versées à la Caisse dans les dix jours qui suivent la fin de chaque mois.

Article 4 - **RAPPELS ET SANCTIONS**

- a) Toute contribution non payée à son échéance, c'est-à-dire dix jours après la période de décompte, fait l'objet d'un premier rappel avec sommation de paiement dans les dix jours.

- b) Si le membre n'obtempère pas, il reçoit une seconde et dernière sommation, par pli recommandé, lui enjoignant de se libérer des sommes dues dans un dernier délai de vingt jours. Il est rendu attentif aux conséquences de sa carence.
- c) Toute cotisation non payée dans les vingt jours de la seconde sommation, est automatiquement majorée d'une amende de CHF 75.- ou, en cas de récidive, de CHF 150.-.
- d) Le membre qui n'envoie pas son bordereau de paie dans le délai prévu à l'article 2 est frappé d'une amende de CHF 10.-. en cas de récidive, l'amende est de CHF 50.-.
- e) Les autres sanctions prévues par la loi demeurent réservées.

Article 5 - ***RECouvreMENT***

La sommation fixant le montant des contributions arriérées et des amendes, est envoyée sous pli recommandé et peut faire l'objet d'un recours auprès du Comité de direction dans les dix jours à partir de sa notification.

Passé ce délai, elle sera considérée comme reconnaissance de dette au sens de l'article 82 de la Loi sur la poursuite, tant pour le capital, les intérêts, les frais que pour les amendes.

Les compétences du Comité de direction en matière de recours sont limitées par les dispositions légales contraires prévues par la législation cantonale sur les allocations familiales.

Il appartient au débiteur de prouver, cas échéant, qu'il a formé recours dans le délai utile.

Ces sommations permettent à la Caisse de demander au Tribunal par la voie de la procédure sommaire, mainlevée provisoire de l'opposition qui a pu être formée aux commandements de payer notifiés.

Article 6 - ***PROCEDURE ET DELAIS DE PRESCRIPTION***

En règle générale, pour le paiement des contributions dues à la Caisse par les entreprises et la procédure de rappels et poursuites, les dispositions des lois ci-après et leurs modifications ultérieures, sont applicables :

- a) Loi cantonale sur les allocations familiales ;
- b) Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants AVS, et son règlement d'exécution.

Article 7 - ***PAIEMENT DES INDEMNITES***

La Caisse verse directement aux bénéficiaires les allocations dues ; les dispositions légales genevoises sont applicables.

Article 8 - ***REVISION DU PRESENT REGLEMENT***

Le présent Règlement peut être révisé, modifié ou complété en tout temps par le Comité de direction ; toutes les modifications et adjonctions entrent en vigueur immédiatement après avoir été portées à la connaissance des membres de la Caisse.

Le Règlement d'exécution, ses modifications et adjonctions sont ratifiés par la prochaine Assemblée des délégués de la Caisse.

Article 14 - ***ENTREE EN VIGUEUR***

Le présent Règlement d'exécution, édicté par le Comité de direction et approuvé par l'Assemblée des délégués de la Caisse le 17 novembre 1999, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

**POUR L'ASSOCIATION DES MAÎTRES RAMONEURS
DU CANTON DE GENÈVE**

Le Président :

Le Secrétariat :

Eric **COCHARD**

Sylvie **FORESTIER**